

Convention de cession de droits de films (extraits)

Le préambule rappelle les missions des archives régionales : collecter, sauvegarder, conserver et diffuser le patrimoine cinématographique principalement en région Centre.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent contrat a pour objet d'organiser la cession à titre exclusif et gratuit par le Cédant à Ciclic de ses droits d'exploitation sur l'œuvre.

ARTICLE 2 – NATURE DES DROITS

Les droits cédés à Ciclic comportent notamment :

- Droit de reproduction :

Concerne tous les procédés de fixation matérielle qui permettent de communiquer cette œuvre au public

- Droit de représentation :

Le droit de représentation publique ou privée de l'œuvre, en totalité ou en extrait, par tout moyen.

ARTICLE 3 – INTEGRATION DANS UNE ŒUVRE AUDIOVISUELLE

Ciclic est autorisé à incorporer par tous les moyens connus ou non encore connus l'œuvre dans toute œuvre audiovisuelle qu'il réalise par ses propres moyens, ou par délégation dans le cadre de sa mission.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CESSION ET TERRITOIRES

La présente cession est consentie pour la durée des droits d'auteur et pour le monde entier.

ARTICLE 5 – RESPECT DE L'ŒUVRE

Ciclic s'engage à respecter les recommandations éventuellement faites par le Cédant pour assurer le respect de son droit moral.

ARTICLE 6 – CONTRAT SUR LE SUPPORT DES COPIES

Au terme de la convention de dépôt, Ciclic est le seul propriétaire des copies effectuées à partir des documents audiovisuels remis en dépôt.

ARTICLE 7 – RECOURS

Le Cédant garantit Ciclic contre tout recours ou action que pourraient former toute personne ayant contribué à la conception de l'œuvre.

ARTICLE 8 – EXPLOITATION

Ciclic n'a aucune obligation d'exploiter l'œuvre, que ce soit à titre commercial ou non commercial.

ARTICLE 9 – NATURE DU CONTRAT

La signature du contrat n'implique pas la création par les deux parties d'une quelconque société.

ARTICLE 10 – INFORMATION

En cas de déménagement, le Cédant s'engage à communiquer à Ciclic, sa nouvelle adresse et celle de son successeur en cas de décès.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS

Toute modification ou adjonction au présent contrat ne produira effet qu'à la condition de faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 12 – LITIGES

Toute contestation relative à la formation, à l'interprétation, à l'exécution ou à l'inexécution du contrat sera soumise au tribunal administratif de la Ville d'Orléans, lieu d'exécution du contrat, si les parties ne sont préalablement parvenues à un règlement à l'amiable.